



FORMATION AU SUIVI ET À L'ÉVALUATION D'UN PLAN D'ACTION NATIONAL

(Module 1 – Côte d'Ivoire 2018)

Présentation des intervenants

Timothée Gidoïn



@TGidoïn



Datagora

Cofondateur et Directeur général



Dataactivist

Consultant Open Data



CFAO Tanzania

Business Development Manager



Edhec Business School

Master in Management



Sciences Po

Master Politiques Publiques

Nicolas Vogtenberger



@nvogtenberger



Wavestone

Consultant en innovation digitale

etalab^{gouv.fr}

Etalab

Chargé de mission gouvernement ouvert



Grenoble INP

Diplôme d'ingénieur



Sciences Po

Master Politiques Publiques

Et vous...

*Comment vous appelez-vous ?
Quelle organisation représentez-vous ?
Quelle expérience du gouvernement ouvert ?*

Présentation du plan de formation

Plan de formation

Mercredi 04/12/2018 – matin :

Introduction

Mercredi 04/12/2018 – après-midi :

Atelier conception d'un processus de suivi cible

Jeudi 05/12/2018 – matin :

Méthodologie du rapport d'autoévaluation

Jeudi 05/12/2018 – après-midi :

Atelier de travail sur un rapport de suivi et d'évaluation

Vendredi 06/12/2018 – matin :

Etat des lieux du suivi du PAN1

Vendredi 06/12/2018 – après-midi :

Atelier de conception d'un processus de suivi pragmatique pour le PAN2

Pendant la formation... et après !

Utilisation d'un **Pad collaboratif**

<https://annuel.framapad.org/p/pagof-psci-pgo-2018>

Compte-rendu des échanges accessible pendant 1 an

Commentaires de chacun des participants

Mise en place d'un **Google drive**

https://frama.link/ZJVZ_pwY

Supports de la formation

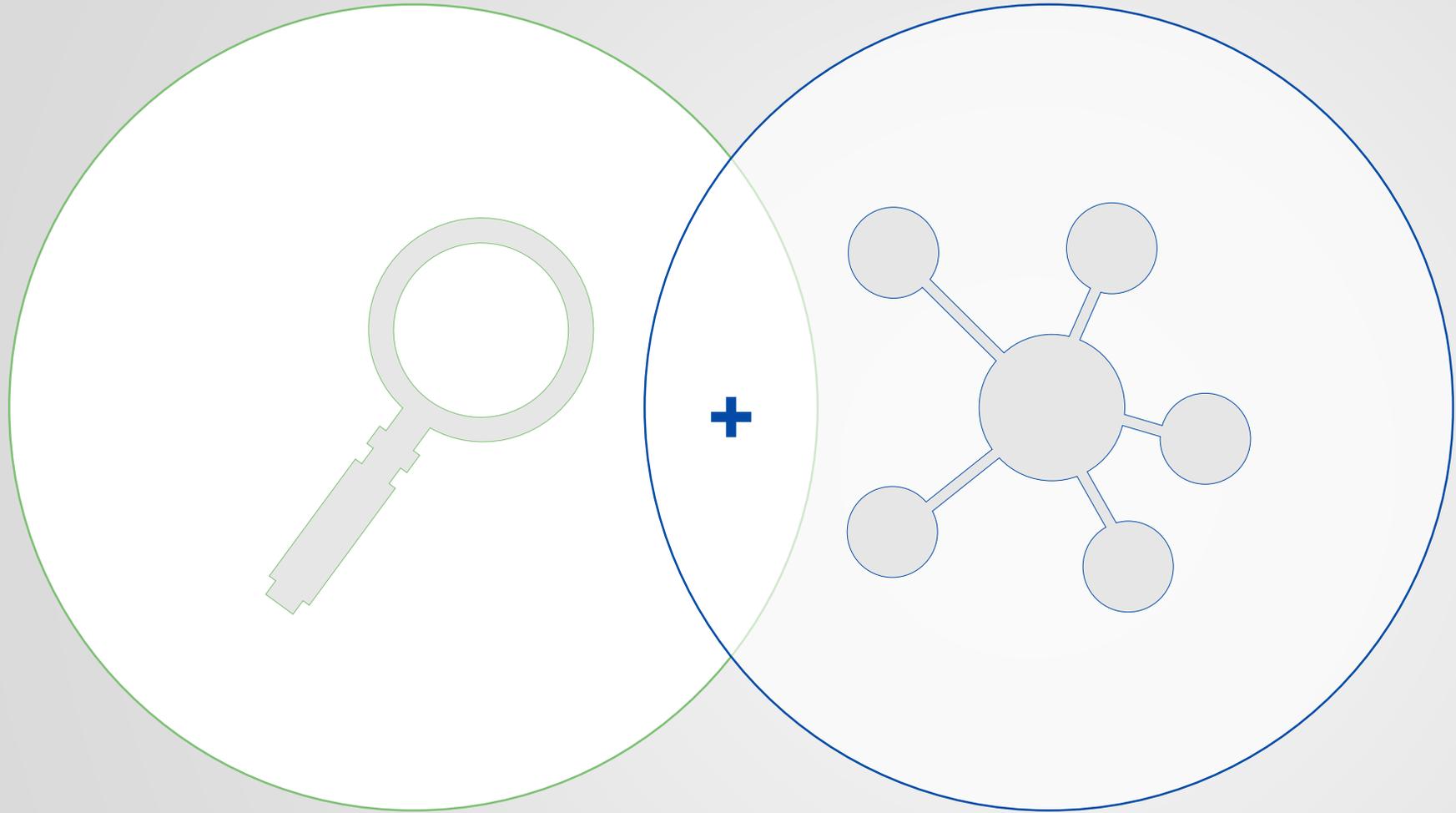
Documents complémentaires (ressources OGP, canevas...)

Et vous...

*Qu'attendez-vous de
cette formation ?*

Selon
vous...

*Qu'est ce que le
gouvernement ouvert ?*



Transparence

Collaboration

= **Gouvernement
ouvert**

Approche historique



V^e siècle av. J.-C.



Grèce Antique

XVII^e siècle



En Scandinavie

XVIII^e siècle



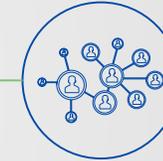
Les Lumières

Années 1970



Informatique

Années 1990 - 2000



Internet

A
u
j
o
u
r
d
,
h
u
i

Des limitations techniques



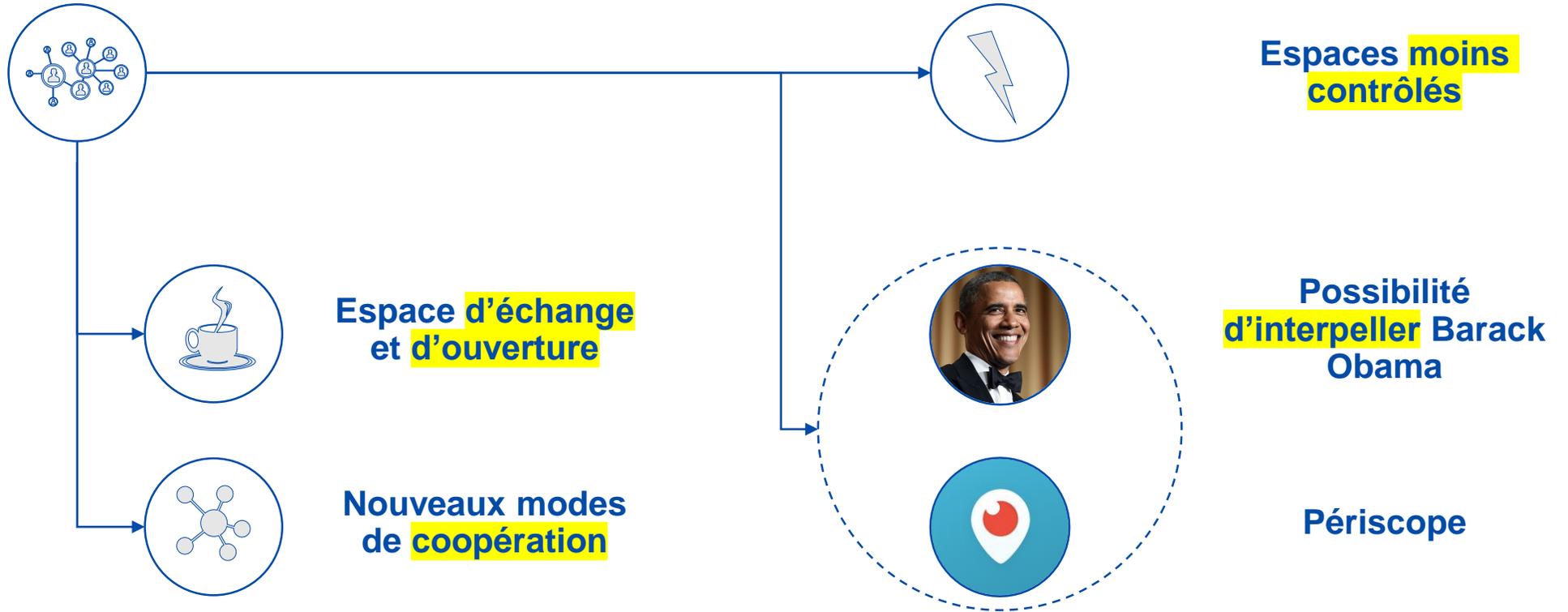
**Communication
longue distance**



**Faible
alphabétisation**

Internet, moteur du développement de nouveaux modes de démocratie

Internet



Les pays scandinaves



**Peu de lois
spécifiques**

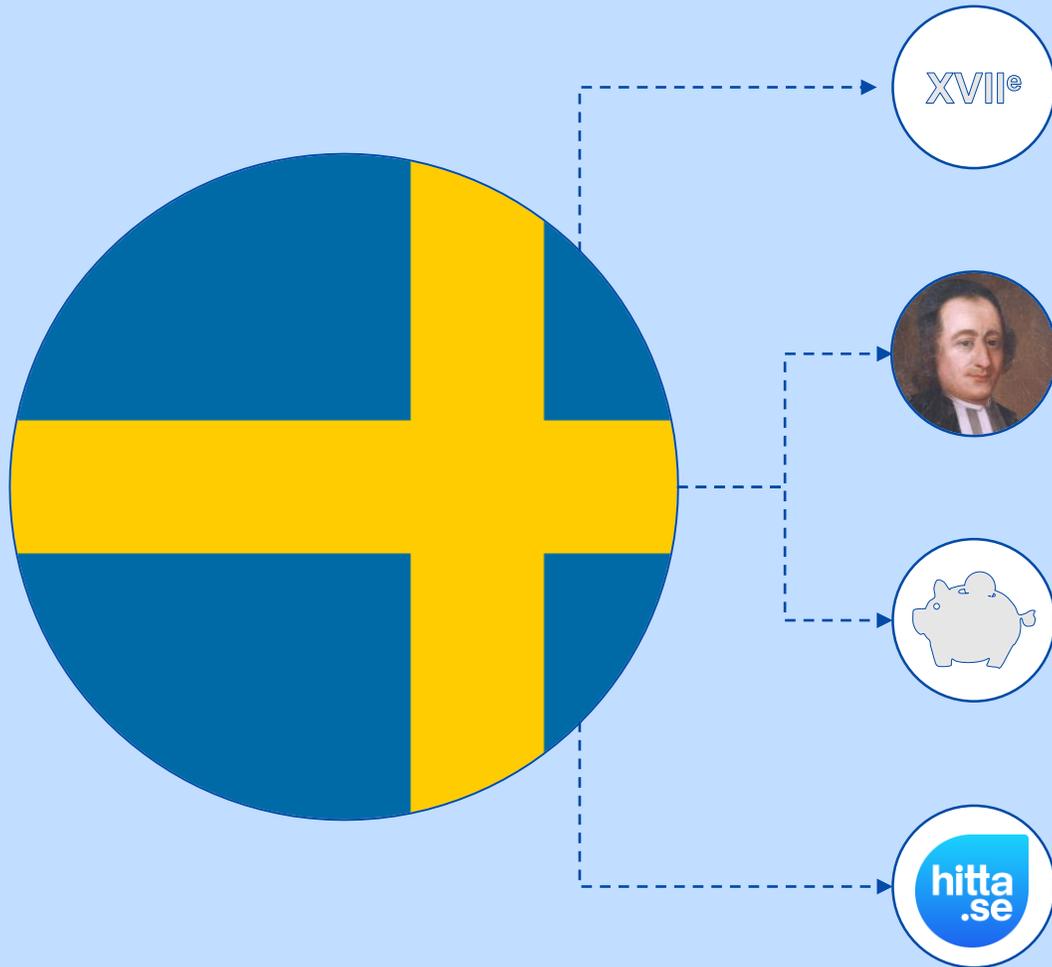


**Codes de bonne
conduite**



Opinion publique

Étude de cas



Dans les pays scandinaves le principe de transparence existe depuis le XVII^e siècle

En Suède : droit d'accès aux informations des pouvoirs publics garanti depuis 1766

Tout citoyen peut obtenir les déclarations d'impôt de son voisin

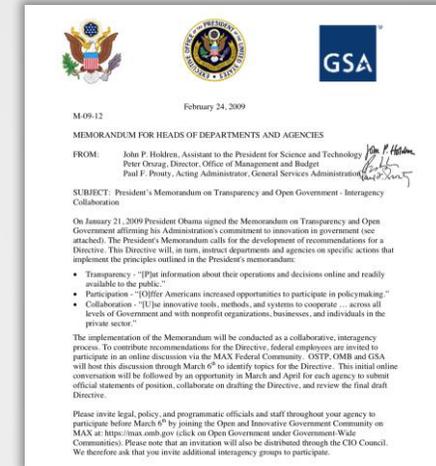
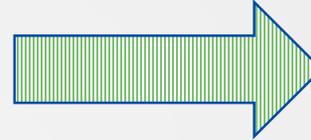
4^{ème} site le plus consulté : permet de connaître le téléphone et l'adresse de n'importe qui

Le gouvernement ouvert aujourd'hui

Impulsion
internationale

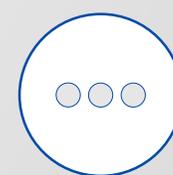


Barack Obama
(Président des Etats-Unis 2009 - 2017)



**President's Memorandum on
Transparency and Open
Government**
(24/02/2009)

Partenariats métiers :



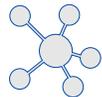
L'usage de la technologie pour renforcer le lien démocratique entre citoyens et gouvernement

(Englobe les technologies qui permettent d'accroître le pouvoir des citoyens sur la vie politique ou de rendre le gouvernement plus accessible, efficient et efficace)



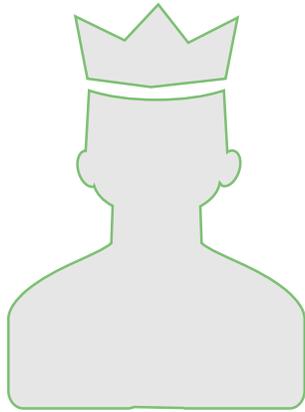
Transparence

- Ouverture des données
- Simplification du processus de vote
- Cartographie et visualisation des données publiques
- Exploitation et utilisation des données publiques
- Co-crédation des lois et décisions gouvernementales



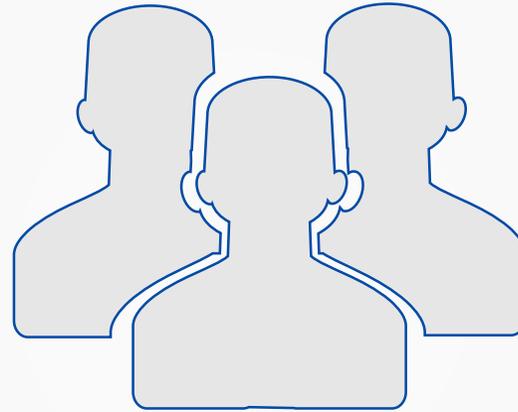
Collaboration

- Développement de réseaux citoyens
- Engagement de communautés locales
- Financement participatif
- Partage des données citoyennes



Imposée

VS



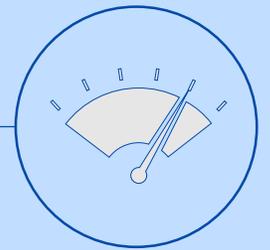
Négociée

**Modes
d'exercice de
l'autorité**

Selon
vous...

*Comment ces éléments
s'appliquent-ils à la Côte
d'Ivoire ?*

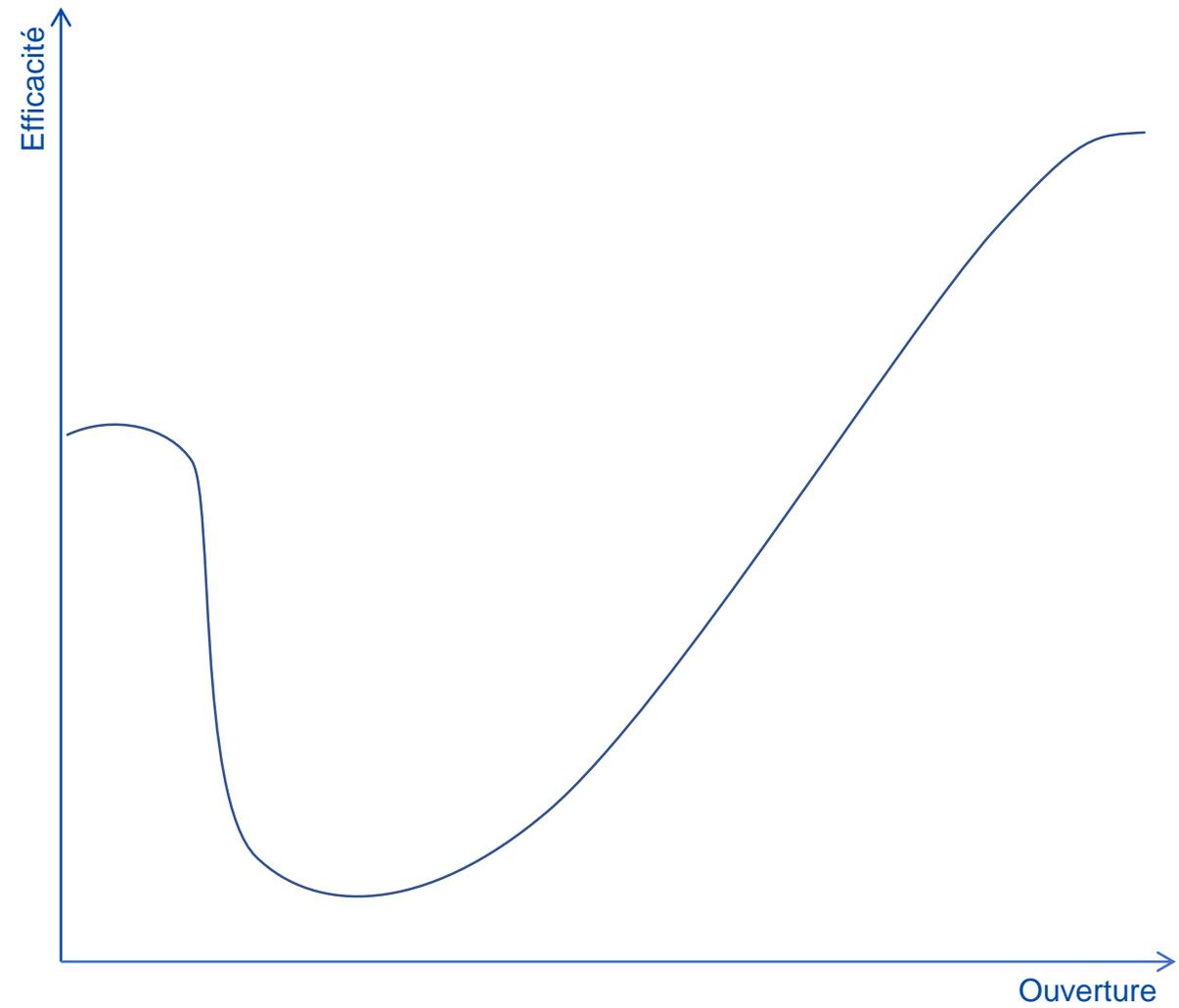
Externalités positives



Selon
vous...

*Pourquoi mettre en
place une politique de
gouvernement ouvert ?*

Courbe d'efficacité



Pourquoi le gouvernement ouvert ?



Andrew Stott, *Open data for economic growth (2014)*

Identifie **4 moteurs principaux** aux politiques d'ouverture :

- 1) La **croissance** économique,
- 2) Favoriser **l'engagement civique**,
- 3) Améliorer la **transparence** et la **redevabilité**,
- 4) Augmenter **l'efficacité** des services publics.



Développement de **nouveaux services**

Essor des **biens communs numériques**

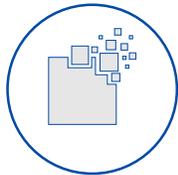
Amélioration de la **confiance** entre citoyens et administration

Renforcement de **l'efficacité de l'action publique**

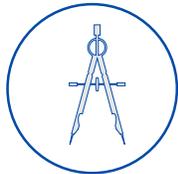
Développement de nouveaux services



Politiques d'open data sous la forme actuelle



Les données sont un bien non rival



Les données sont une matière première à exploiter

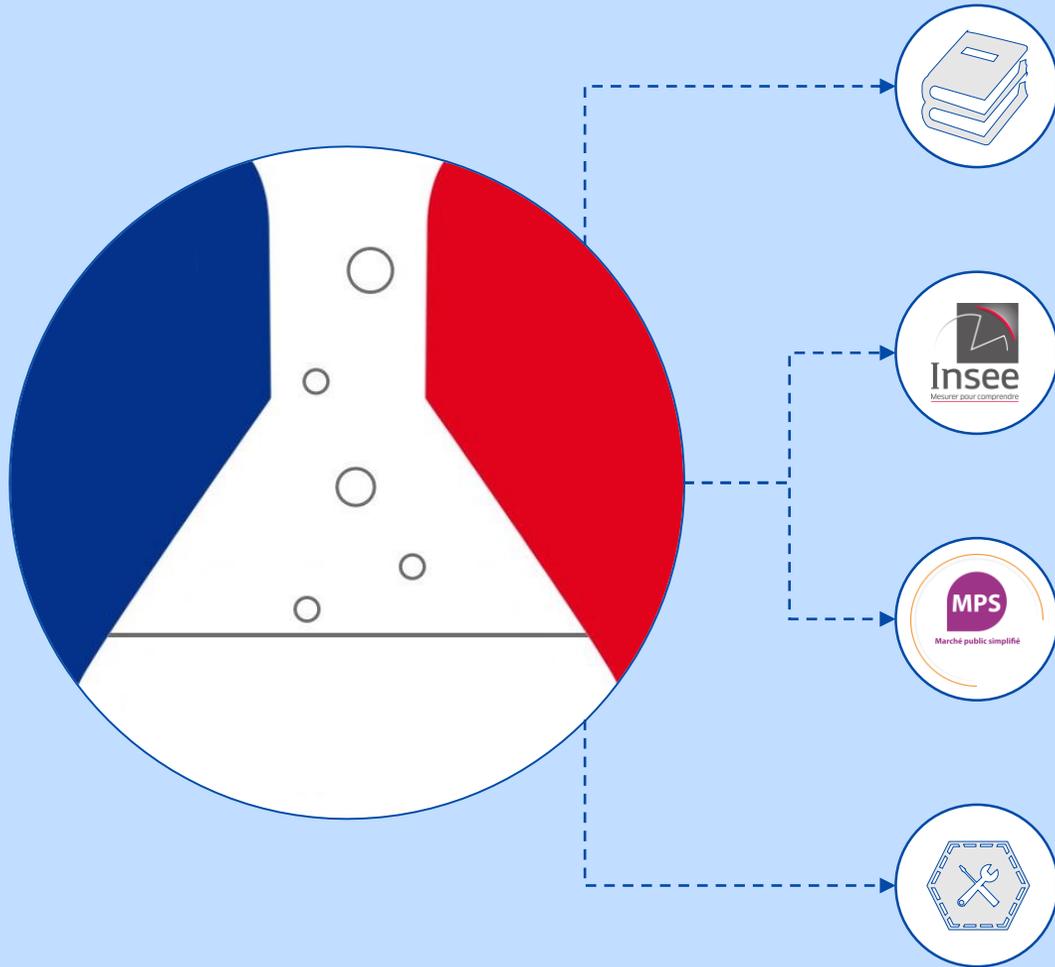


L'inventivité de la société civile complète l'action du gouvernement

Selon
VOUS...

Demain l'administration ouvre toutes les données publiques ivoiriennes : quels nouveaux services pourraient être développés ?

Étude de cas : simplification des démarches administratives

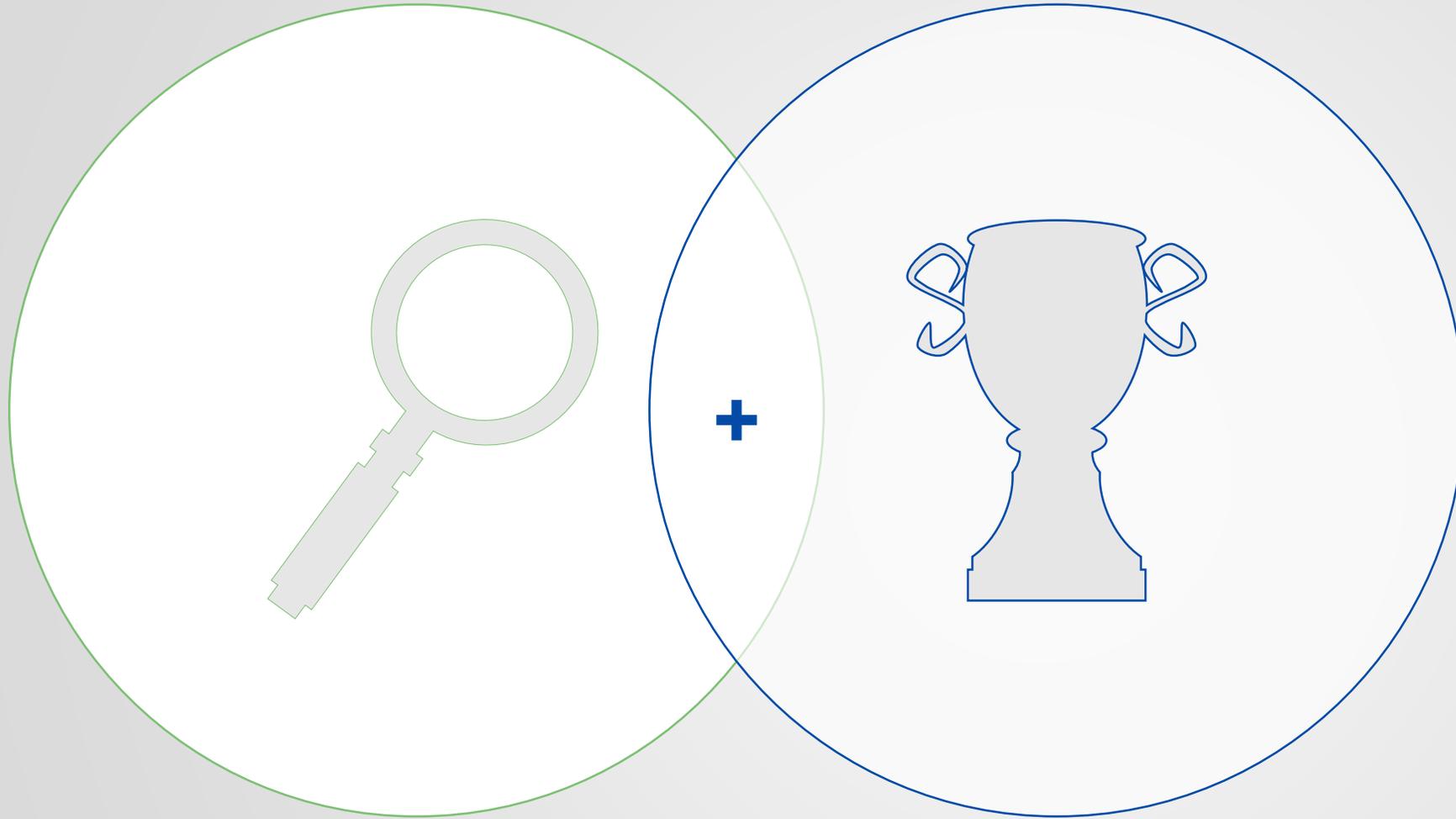


Les administrations demandent de nombreuses informations qu'elles ont déjà

Numéro SIRET (système d'identification du répertoire des établissements)

Marchés publics simplifiés : ne pas bloquer la participation des entreprises

Démarches simplifiées : favoriser les échanges entre usagers services instructeurs et traitants

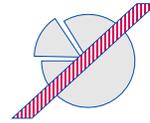


Transparence

**Standards éthiques et
moraux**

Point d'attention

Un bien commun numérique est un bien...



Non rival



Dont la diffusion et la propagation est **source de création**

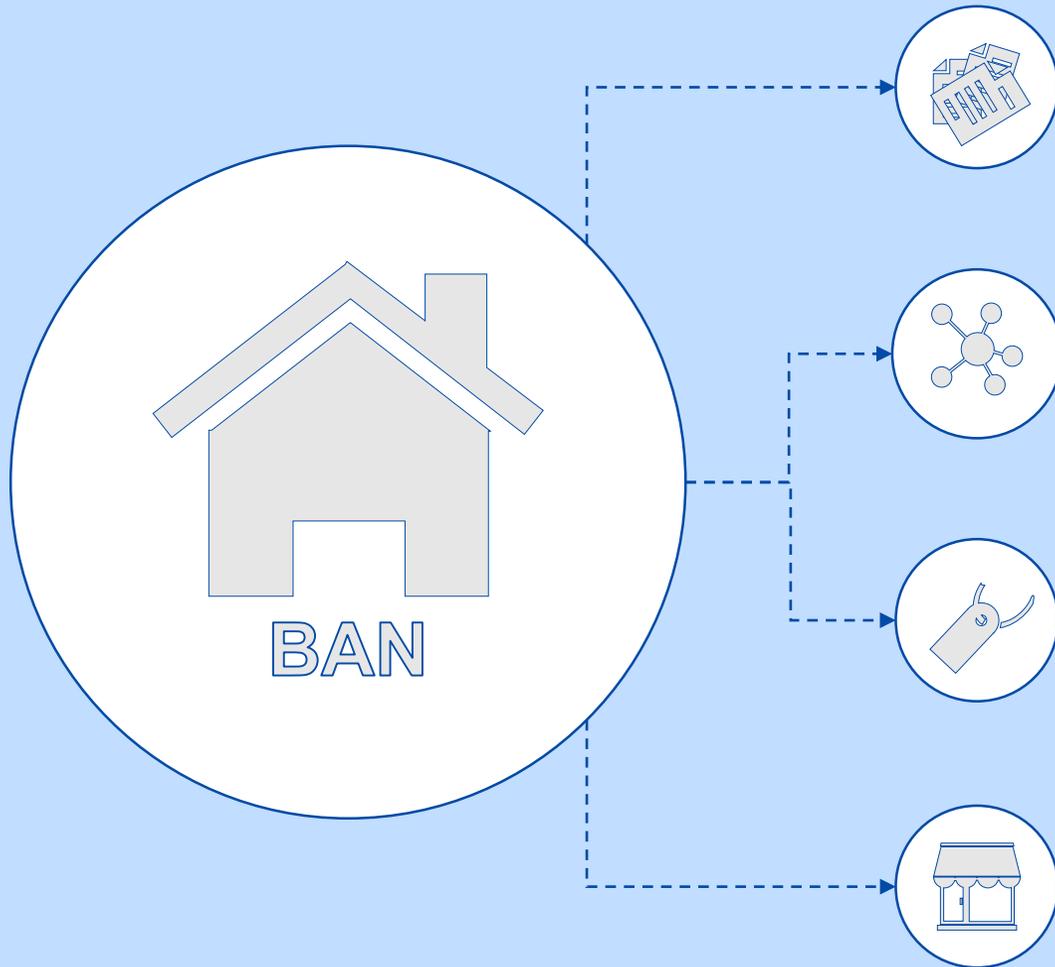


Dont la production et la gestion sont **communautaires**



Par exemple : Le logiciel libre ou les données ouvertes sous licence libre figurent parmi les biens communs numériques

Étude de cas : la Base Adresse Nationale



Il existait plusieurs bases adresse (Open Street Map, IGN, La Poste, DGFIP)

Collaborer entre acteurs publics et société civile pour la constituer un référentiel clé pour l'économie et la société

Associer à chaque adresse des coordonnées géographiques

Un guichet ouvert permet aux citoyens et aux entreprises de contribuer et d'utiliser cette base

Amélioration de la confiance



**Par la transparence et la
pédagogie**



**Possibilité de corriger les
informations**

Par exemple : Le crowdsourcing sur
data.gouv.fr

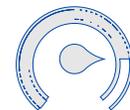
Renforcement de l'efficacité de l'action publique



Gagner en agilité



**Bénéficier de
l'intelligence
collective**



**Mieux allouer les
moyens**

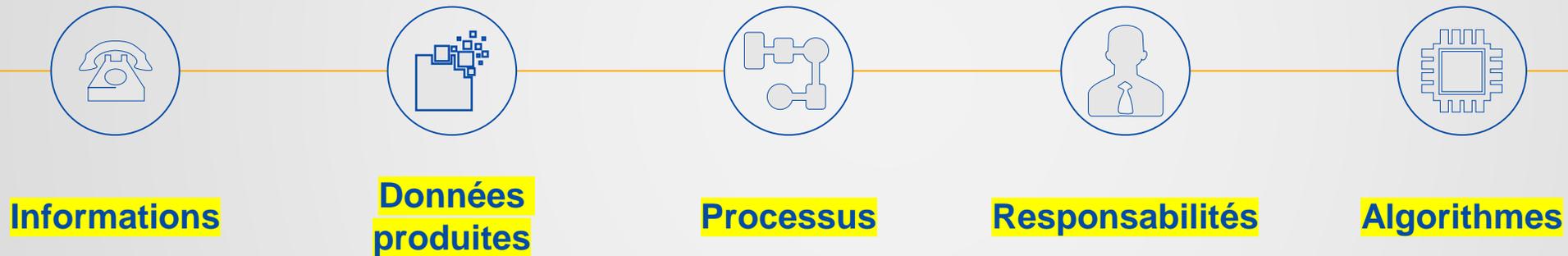
Plus de transparence de l'action publique, pourquoi et comment ?



Selon
vous...

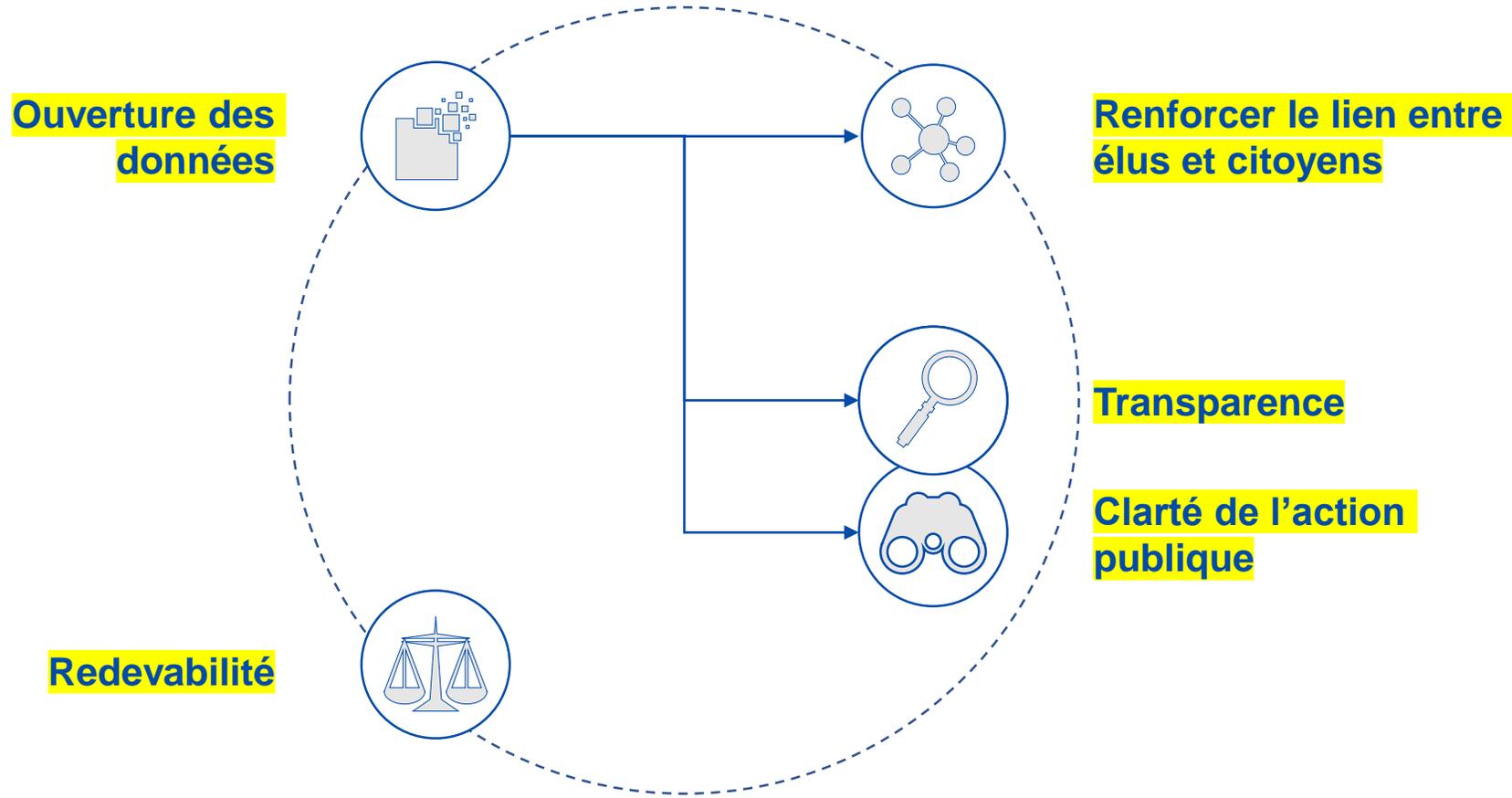
Qu'est ce que **la**
transparence de l'action
publique et comment
rendre l'action publique
plus transparente ?

La transparence des données et des modes de l'action publique

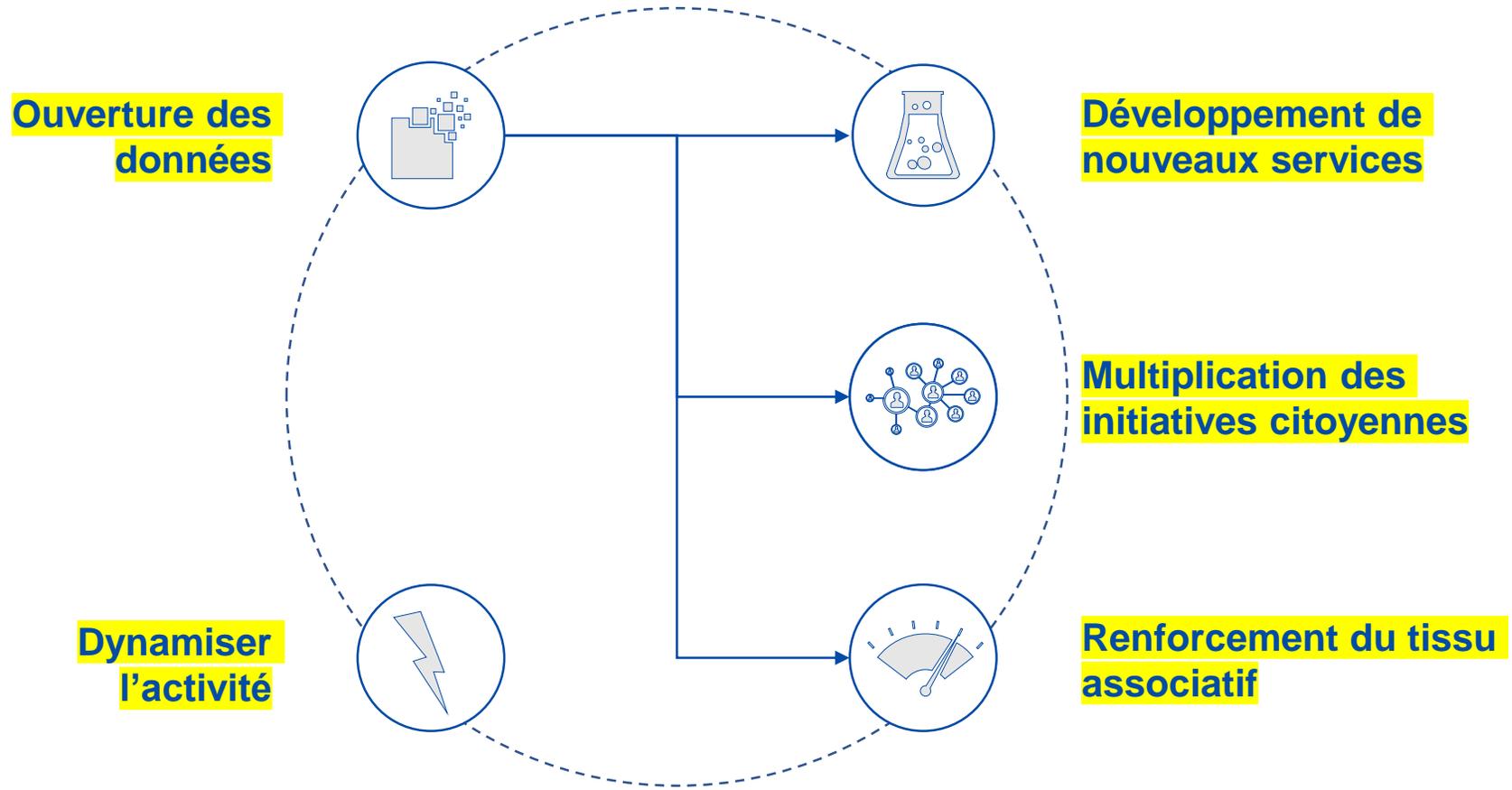


T
r
a
n
s
p
a
r
e
n
c
e

Une politique d'Open Data pour la transparence et la redevabilité



Développement et amélioration des services



Renforcement et personnalisation du lien avec le citoyen



Attractivité

La **transparence** et la valorisation des données et services liés aux activités du quotidien contribuent au développement de **l'attractivité** du territoire



Meilleure compréhension réciproque

Des **démarches d'écoute et de co conception** avec la société civile permettent progressivement une **meilleure compréhension** réciproque entre les collectivités et les différents publics.

Selon
vous...

Comment ouvrir les données (ordre, type, formats, etc.) ?

Maximiser l'utilité et l'impact de l'ouverture

1

Constat :
La donnée est une infrastructure

- Identifier des données de référence critiques pour l'économie et la société,
- Définir des engagements particuliers en matière de mise à jour et diffusion,
- Enrichir progressivement ces données en qualité et quantité (et animer la gouvernance).

2

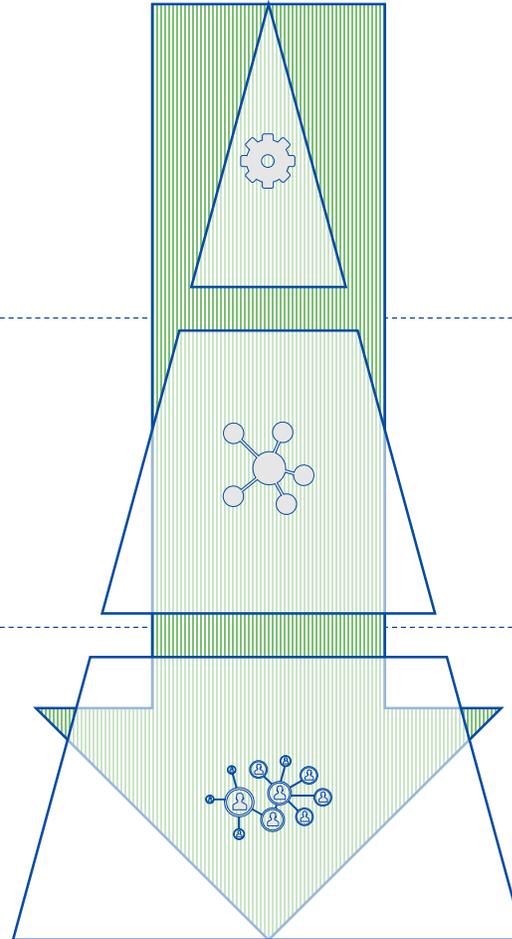
Constat :
Il y a différentes natures de données, communautés métiers et usages

- Il y a des verticales sectorielles avec des caractéristiques propres :
 - Cadre légal,
 - Données,
 - API,
 - Communautés et réutilisateurs.

3

Constat :
Tout le monde peut participer

- Moissonneurs
- Collectivités
- Questions sur les besoins :
 - Faut-il organiser les données ?
 - Faut-il les trier ?
 - Faut-il les lier entre elles ?
 - Faut-il les éditorialiser ?



Un impact économique positif

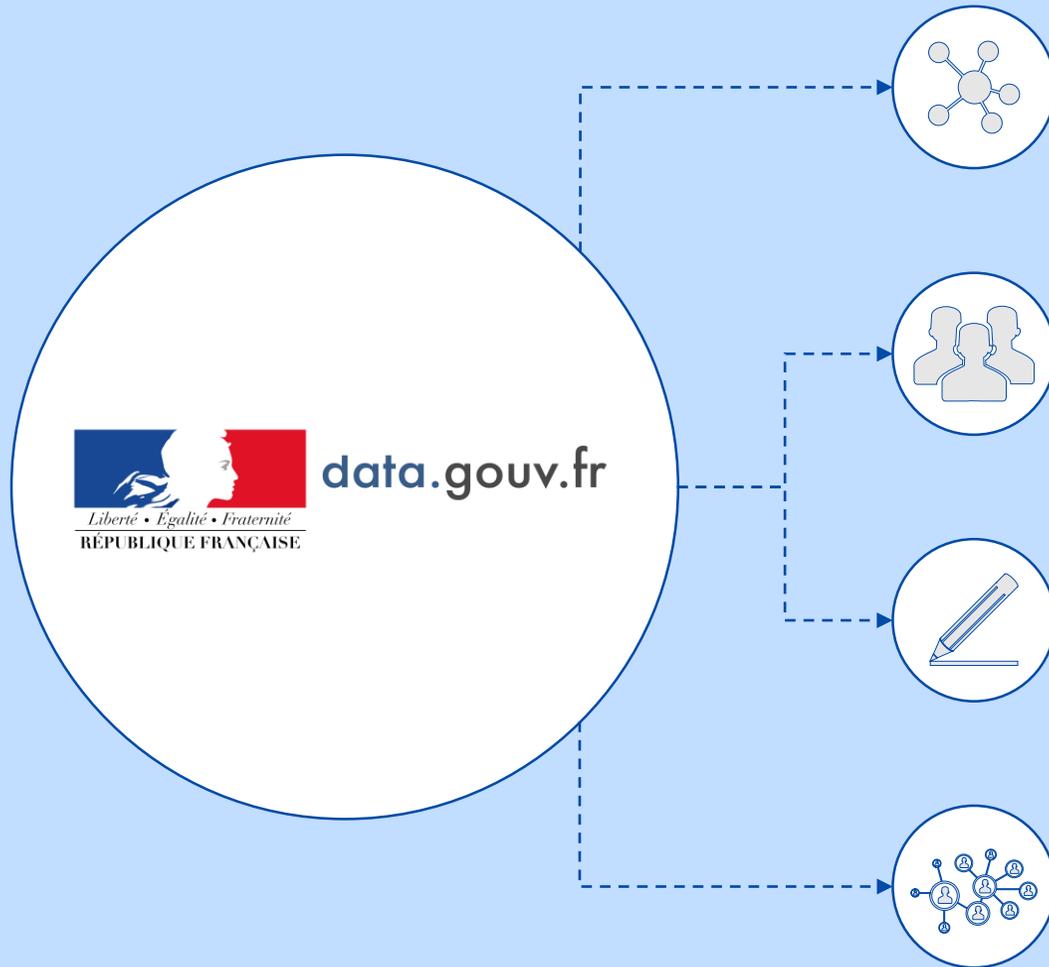


Impact direct



Impact indirect

Étude de cas : data.gouv.fr



Développer les aspects collaboratifs (par ex. possibilité de suivre des jeux de données)

Tout le monde peut publier et la modération se fait à posteriori

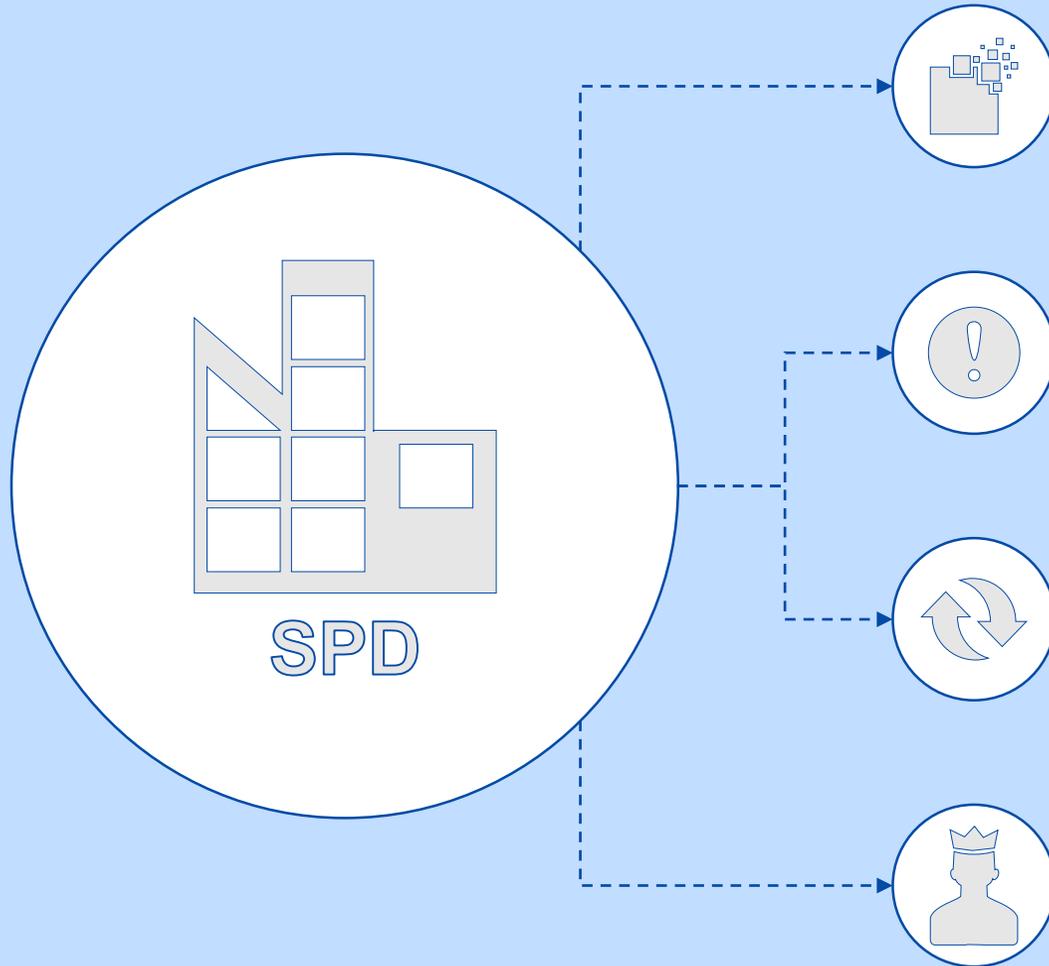
Possibilité de publier des réutilisations et de proposer des corrections des données

Importance du crowdsourcing

Et vous...

*Utilisez-vous la plateforme
data.gouv.ci ?*

Étude de cas : le Service Public de la Donnée



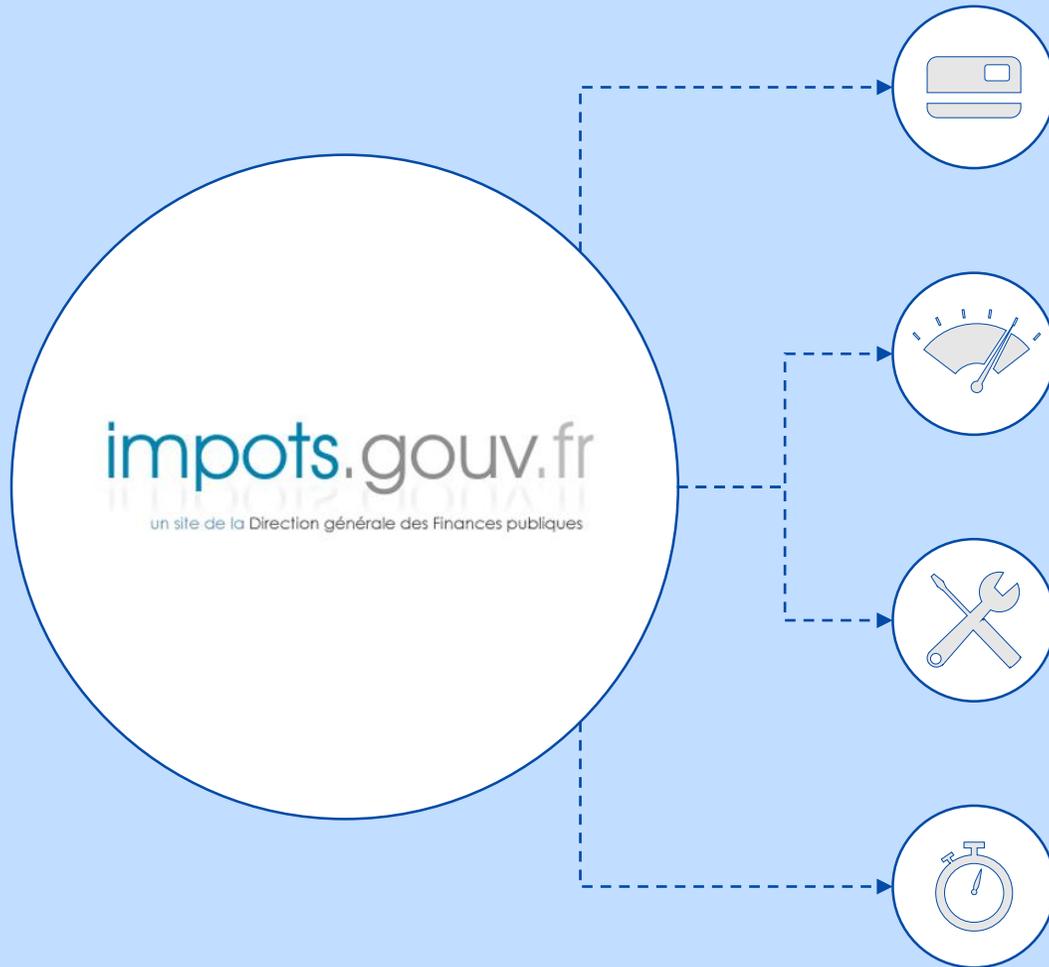
Mettre la donnée essentielle au service de la société est un service public

La qualité de mise à disposition de ces données est critique pour les utilisateurs

9 bases ont été mises à disposition et une consultation à permis de faire évoluer le dispositif

Importance de la gouvernance et de la publicité du suivi

Étude de cas : la calculette des impôts



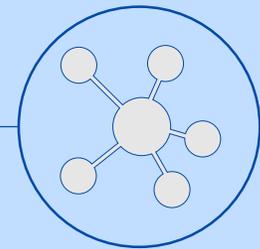
La DGFIP met à disposition un simulateur en ligne pour calculer ses impôts depuis plusieurs années

L'ouverture du code source de la calculette des impôts est une étape supplémentaire

Mais un travail a été nécessaire pour rendre ce code exploitable

D'autres projets visent cet objectif de transparence (par ex. Open Fisca)

La participation citoyenne, pourquoi et comment ?



Selon
vous...

*Comment **consulter** le public sur les questions de politique publique ?*

Pourquoi consulter le public ?



**Informez l'administration en captant l'expertise
extérieure**



Mieux informer l'agent public



Mieux informer le citoyen



**Faire une cartographie des controverses pour un
meilleur consensus**

L'outil numérique permet de renouveler le concept

Autorité politique

Autorité juridique



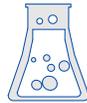
Communauté

Numérique et outillage

Selon
vous...

*Comment **embarquer** les
parties prenantes dans
une **démarche**
participative ?*

Conduite du changement et participation citoyenne



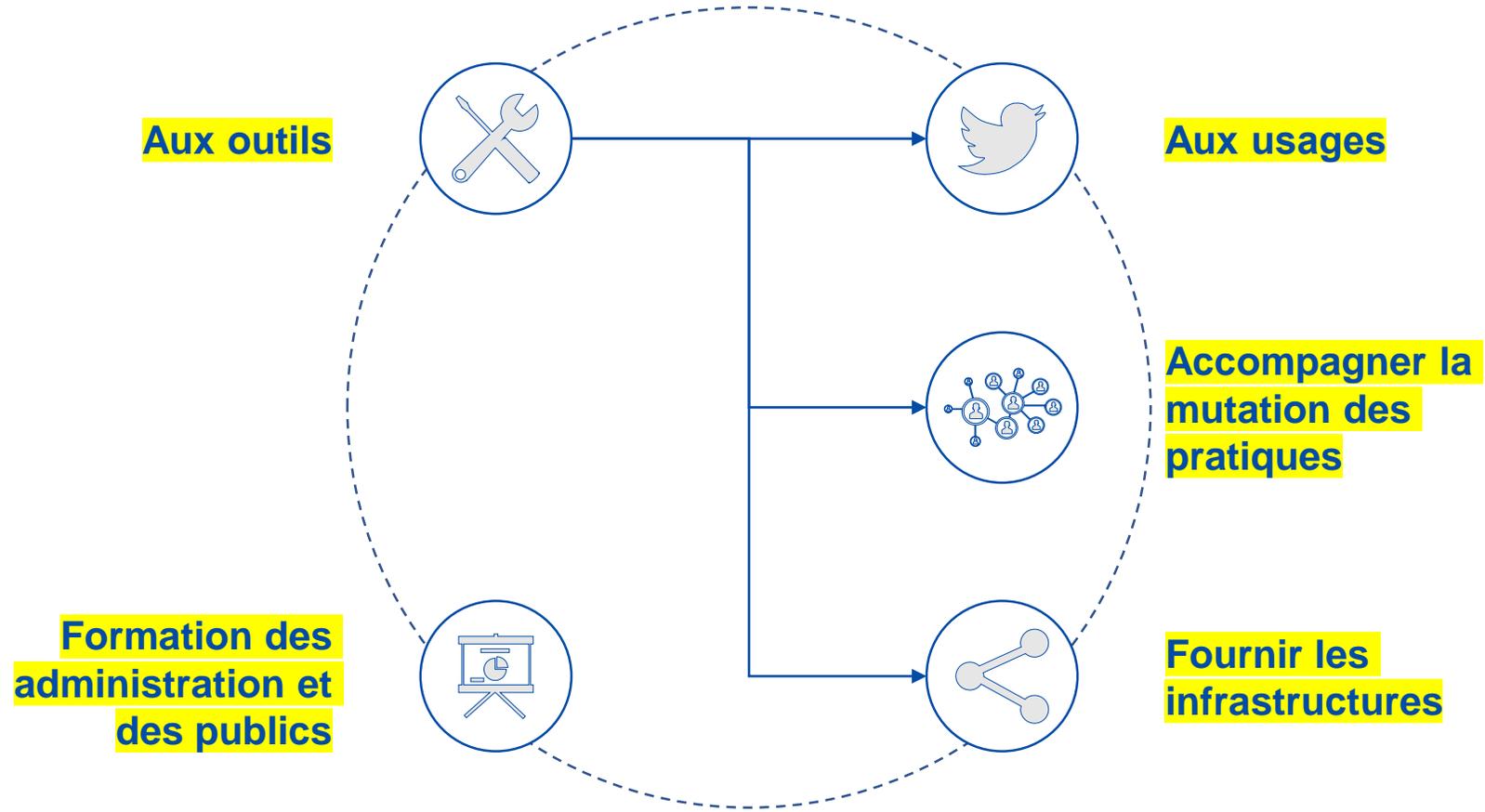
Utiliser des méthodes de conceptions innovantes

Parangonnage, identifier des champions, living labs, personas, gamification, jeux de rôle, bodystorming, ateliers SWOT, etc.



Expérimenter sur des petits projets

Former les acteurs des politiques publiques : la société civile et les administrations



Selon
vous...

*Peut-on faire participer
les citoyens à la fabrication
de la loi ? Comment ?*

Etude de cas : la Loi pour une République Numérique (2016)



La Loi pour une République numérique a été coconstruite avec la société civile

Octobre 2014 : lancement d'une consultation qui a permis de recueillir plus de 4000 contributions

Septembre 2015 : Le projet de texte du Gouvernement est soumis à consultation publique (8 500 contributions, 150 000 votes)

Le Gouvernement a apporté des réponses aux propositions les plus soutenues.



MERCI !